



WASHINGTON BRANDIT LES DROITS DE DOUANE, L'EUROPE DÉCOUVRE LE PRIX DE LA DÉPENDANCE

En conditionnant l'imposition de nouveaux droits de douane à l'acceptation par l'Europe de son projet d'acquisition du Groenland, Donald Trump franchit une étape supplémentaire dans l'usage du commerce comme instrument de contrainte géopolitique. L'annonce de taxes de 10 %, appelées à grimper à 25 % dès l'été, vise directement plusieurs piliers économiques européens, de la France à l'Allemagne, en passant par le Royaume-Uni et les pays nordiques.

Derrière l'outrance du propos – « *World Peace is at stake* » –, se dessine une doctrine désormais assumée : les alliances ne sont plus des cadres stables mais des rapports de force renégociables. Le Groenland, territoire autonome danois au cœur de l'Arctique, cristallise cette bascule. Sa position stratégique face à la Russie, l'ouverture des routes polaires et l'accès à des ressources critiques en font, aux yeux de Washington, un actif de sécurité globale justifiant une pression maximale sur les alliés.

Cette séquence politique se double d'un coût économique potentiel non négligeable, de l'ordre de 0,2 à 0,5 % de croissance selon l'intensité de la menace tarifaire. **Les chiffres du commerce extérieur rappellent l'ampleur de l'interdépendance transatlantique : près de 870 milliards d'euros d'échanges annuels de biens entre l'Union européenne et les États-Unis. L'Europe affiche un large excédent sur les biens – environ 530 milliards d'euros d'exportations contre 335 milliards d'importations –, tandis que les États-Unis dominent nettement les services.** Biens et services confondus, la relation reste globalement équilibrée, mais suffisamment massive pour qu'une escalade tarifaire ait des effets immédiats sur les chaînes industrielles, l'inflation et l'investissement.

Face à ce qu'il qualifie de « coercition économique », Emmanuel Macron demande l'activation de l'instrument anti-coercition européen, adopté en 2023 mais jamais utilisé. L'objectif est à la fois de restreindre l'accès au marché unique pour certaines entreprises américaines, et aussi d'envoyer un signal politique extrêmement fort sur la volonté de l'UE de ne plus céder à la pression commerciale. La probabilité pour que celui-ci soit activé reste toutefois relativement faible compte tenu de la nécessité de réunir une majorité qualifiée représentant 55 % des États et 65 % de la population européenne, d'autant plus que plusieurs dirigeants appellent plutôt à la retenue à l'image de Giorgia Meloni. Au-delà du risque tarifaire, Washington menace également de retirer son soutien dans le dossier ukrainien, ce qui devrait également inciter l'Europe à chercher un compromis avec Donald Trump plutôt que d'engager un bras de fer dans lequel elle aurait beaucoup à perdre.

Sur les marchés, cette prise de conscience s'est traduite par un signal sans ambiguïté. En ce début 2026, les valeurs européennes de défense connaissent un rallye spectaculaire. L'indice Stoxx Europe Aerospace & Defence a progressé de près de 15 %¹ en quelques semaines, poursuivant une dynamique entamée avec la guerre en Ukraine. Des groupes comme Saab, Rheinmetall ou BAE Systems² bénéficient d'anticipations de hausses durables des budgets militaires, alors que les investisseurs parient sur une Europe contrainte de renforcer ses capacités souveraines face à un allié américain jugé de plus en plus imprévisible.

La rupture est aussi stratégique. Les événements récents – menaces sur le Groenland, intervention américaine au Venezuela, rhétorique de retrait implicite des garanties de sécurité

¹ Source : Bloomberg / Edmond de Rothschild de Rothschild AM (France), données au 19/01/2026.

² Les informations sur les valeurs ne sauraient être assimilées à une opinion d'Edmond de Rothschild Asset Management (France) sur l'évolution prévisible desdites valeurs et, le cas échéant, sur l'évolution prévisible du prix des instruments financiers qu'elles émettent. Ces informations ne peuvent être interprétées comme une recommandation d'acheter ou de vendre ces titres.

- ont ravivé l'idée que les États-Unis ne constituent plus un pilier inconditionnel de la défense européenne. Les engagements pris au sein de l'OTAN pour porter les dépenses militaires jusqu'à 5 % du PIB prennent désormais une dimension concrète, soutenant des carnets de commandes déjà historiques pour les industriels du secteur.

Pour l'Europe, l'épisode agit comme un révélateur brutal. Le commerce, longtemps perçu comme un facteur de stabilisation, devient une arme politique. Et la défense, hier encore marginale dans les portefeuilles, s'impose comme un baromètre de souveraineté. Au-delà du Groenland, la question posée est plus large : celle du prix à payer pour une dépendance stratégique devenue, soudainement, tangible.

Et comme nous le rappelions déjà lors des événements au Vénézuéla, les répercussions des événements de ce week-end ne sont pas encore connues, ces derniers portent juste la marque de la poursuite du mouvement des plaques tectoniques de la géopolitique et de la politique. Ils soulignent le contraste entre l'instabilité ambiante (qui est certes actuellement plus institutionnelle qu'économique) et l'extrême concentration du marché, la vigueur persistante du facteur momentum et certaines valorisations excessives. Ce contraste tend à nous conforter dans l'idée que l'investisseur de moyen-long terme doit plus que jamais diversifier son allocation et ses thématiques, surtout celles qui sont encore à la mode. Il nous conforte aussi dans l'intérêt des deux stratégies que nous avons lancées ces derniers mois, **Global Resilience** et **Mission Europa**. La première visant à se concentrer sur les entreprises résilientes dans un monde instable, la deuxième sur les entreprises qui profiteront de la réponse européenne à cet environnement. Le Président Donald Trump a rappelé ce week-end l'intérêt que les Etats-Unis portent au Groenland, une anecdote qui n'en est peut-être pas une et qui ne peut être vécue en Europe que comme une pique de rappel sur l'urgence de mieux se structurer.

Michaël Nizard, Directeur des Gestions Multi-Asset et Overlay, Edmond de Rothschild AM (France)

AVERTISSEMENT

19/01/2026

Ceci est une communication marketing.

Le présent support est émis par le groupe Edmond de Rothschild. Il n'a pas de valeur contractuelle, il est conçu exclusivement à des fins d'information.

Ce support ne peut être communiqué aux personnes situées dans les juridictions dans lesquelles il serait constitutif d'une recommandation, d'une offre de produits ou de services ou d'une sollicitation et dont la communication pourrait, de ce fait, contrevenir aux dispositions légales et réglementaires applicables. Ce support n'a pas été revu ou approuvé par un régulateur d'une quelconque juridiction.

Les données chiffrées, commentaires, opinions et/ou analyses figurant dans ce support reflètent le sentiment du groupe Edmond de Rothschild quant à l'évolution des marchés compte tenu de son expertise, des analyses économiques et des informations en sa possession à la date d'élaboration de ce support et sont susceptibles d'évoluer à tout moment sans préavis. Ils peuvent ne plus être exacts ou pertinents au moment où il en est pris connaissance, notamment eu égard à la date d'élaboration de ce support ou encore en raison de l'évolution des marchés.

Ce support a vocation uniquement à fournir des informations générales et préliminaires aux personnes qui le consultent et ne saurait notamment servir de base à une quelconque décision d'investissement, de désinvestissement ou de conservation. En aucun cas, la responsabilité du groupe Edmond de Rothschild ne saurait être engagée par une décision d'investissement, de désinvestissement ou de conservation prise sur la base desdits commentaires et analyses.

Le groupe Edmond de Rothschild recommande dès lors à chaque investisseur de se procurer les différents descriptifs réglementaires de chaque produit financier avant tout investissement, pour analyser les risques qui sont associés et forger sa propre opinion indépendamment du groupe Edmond de Rothschild. Il est recommandé d'obtenir des conseils indépendants de professionnels spécialisés avant de conclure une éventuelle transaction basée sur des informations mentionnées dans ce support cela afin de s'assurer notamment de l'adéquation de cet investissement à sa situation financière et fiscale.

Les performances et les volatilités passées ne préjugent pas des performances et des volatilités futures et ne sont pas constantes dans le temps et peuvent être indépendamment affectées par l'évolution des taux de change. Source d'informations : à défaut d'indication contraire, les sources utilisées dans le présent support sont celles du groupe Edmond de Rothschild.

Le présent support ainsi que son contenu ne peuvent être reproduits ni utilisés en tout ou partie sans l'autorisation du groupe Edmond de Rothschild. Copyright © groupe Edmond de Rothschild - Tous droits réservés.

EDMOND DE ROTHSCHILD ASSET MANAGEMENT (FRANCE)

47, rue du Faubourg Saint-Honoré 75401 Paris Cedex 08

Société anonyme à Directoire et Conseil de Surveillance au capital de 11.033.769 euros

Numéro d'agrément AMF GP 04000015

332.652.536 R.C.S. Paris